

Recherche sociale appliquée au développement participationniste

Meister A.

Ecole et formation

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 20

1973
pages 36-39

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010522>

To cite this article / Pour citer cet article

Meister A. **Recherche sociale appliquée au développement participationniste.** *Ecole et formation.* Paris : CIHEAM, 1973. p. 36-39 (Options Méditerranéennes; n. 20)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Albert MEISTER (1)

Sociologue
Centre d'Étude
des Mouvements Sociaux
E.P.H.E., Paris

Recherche sociale appliquée au développement participationniste

(1) E.P.H.E. : École Pratique des Hautes Études. Le présent article est extrait d'un texte rédigé au cours d'une mission d'étude au Vénézuéla et ayant servi de base de discussion pour un séminaire donné aux membres du personnel enseignant d'une institution de formation de ce pays. Développé et mis à jour, l'ensemble de ce texte sera intégré dans un ouvrage en préparation sur les problèmes de *La participation populaire au développement*.

A première vue, l'utilité de la recherche sociologique et, plus généralement, sociale, en vue de favoriser le développement, semble évidente quand nous songeons qu'elle pourrait directement répondre aux questions que se posent les animateurs de ces innombrables programmes et activités visant à susciter la participation populaire au développement; dans cette optique, on se laisse facilement aller à songer que les recherches devraient ou pourraient être conçues de façon que leurs résultats puissent être appliqués par les animateurs de ces programmes, la science étant ainsi directement mise au service du peuple.

Bien qu'une telle attitude soit généreuse et témoigne du désir, assez répandu chez les intellectuels et les chercheurs ou les amateurs en sciences sociales, d'être socialement utiles, il ne s'ensuit pas qu'elle soit nécessairement réaliste. De ce point de vue, il existe en effet certaines différences fondamentales entre l'application des recherches des sciences exactes et celle des sciences sociales, du moins dans leur stade actuel de développement. Par ailleurs, le fait que les hommes étudiés par ces recherches sociales ou sociologiques soient directement concernés par leur application, ce qui est le cas dans les développements basés sur leur participation active, ce fait ne simplifie pas du tout le problème... peut-être tout au contraire.

Tout d'abord, nous devons nous poser honnêtement la question : « des recherches pourquoi? ». Une telle question peut choquer, si l'on songe à la foi que les gens ont dans la science; mais la question est moins étrange, mais plus troublante, si l'on songe aux rares utilisations des résultats des recherches et, surtout, des enquêtes et autres opérations de récolte de données — alors que précisément ces recherches et enquêtes sont innombrables!

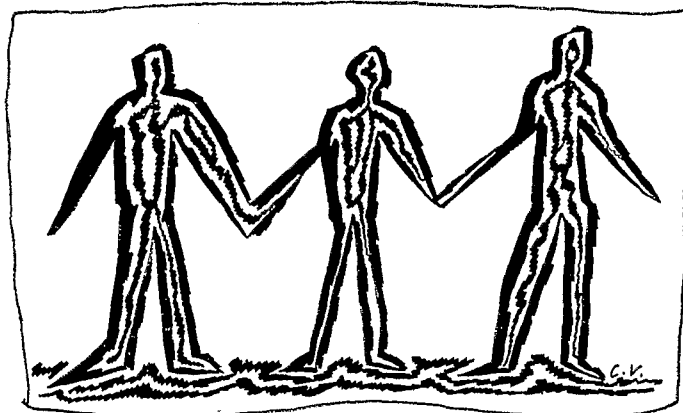
Ensuite, nous devons nous interroger sur les finalités des programmes, activités et institutions de suscitation de la participation au développement, et examiner ce que la recherche peut signifier pour chacun d'eux. Après ce qui précède, il devrait être clair qu'il ne saurait être question de mettre sur pied des programmes de recherche si ces points ne sont pas éclaircis. En outre, les problèmes doivent être vus dans l'optique des changements socio-économiques qui sont à l'œuvre dans la société.

LA PRÉSENTATION SCIENTIFIQUE DU DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIONNISTE

Depuis plusieurs années déjà, on constate une tendance de certaines approches du développement participationniste de vouloir passer pour des méthodes scientifiques : c'est le cas, notamment, de certains courants du développement communautaire, surtout nord-américain, et du travail social. Dans ce souci, un effort est fait pour conceptualiser les caractères spécifiques de ces approches, pour approfondir et analyser les méthodes et les procédures. La plupart du temps, ces efforts n'aboutissent cependant qu'à compliquer le vocabulaire (voir, par exemple, la sophistication qui entoure tout ce qui concerne le travail par petits groupes) mais sont sans incidence sur ce qui est le but et le rôle de ces approches : la suscitation de la participation. Comme nous le verrons, ces efforts s'expliquent en grande partie par le désir des responsables de conférer un prestige plus grand à leur travail, par une aspiration de statut.

Si nous laissons de côté ces efforts de conceptualisation et leur alourdissement de vocabulaire, nous pouvons observer que toutes ces approches se caractérisent par une série de jugements de valeur sur l'homme, sur ses possibilités d'agir, sur la façon de gouverner la cité, et surtout, s'agissant de provoquer une participation, sur les objectifs de cette participation et, d'une façon plus générale sur ce qu'il serait désirable que le « peuple » sache, pense et fasse. Tous ces jugements de valeur sont parfaitement défendables et, pour ma part, je n'y vois rien que d'estimable. Mais, constatons-le aussi, de tels jugements n'ont rien à voir avec la science et avec les jugements de fait qui en sont la caractéristique. Il serait même très intéressant de soumettre les jugements de valeur des approches participationnistes à une analyse scientifique. A mon sens, ce serait là d'ailleurs, la contribution la plus importante du sociologue à ces approches.

Le simple fait de penser — et de souhaiter — que la participation doit être suscitée au profit du développement constitue, bien entendu, le jugement de valeur à la base de tous les autres. Il est d'ailleurs



intéressant de montrer combien un tel jugement, formulé par les classes aisées des pays latino-américains — celles dont émanent les responsables des approches participationnistes — est en contradiction avec le développement qui fut à l'origine de leur propre aisance matérielle. En d'autres termes, des sociétés dont le développement n'a rien eu à faire avec la participation populaire, qui se bornaient à la tolérer (quand elles la toléraient) dans quelques institutions comme les syndicats, et qui la cantonnaient dans les limites étroites de la revendication, ces mêmes sociétés se proposent actuellement, tout au contraire, de susciter de la population une participation active, intelligente, coordonnée, constructive.

L'observation et les contacts durables avec l'action des institutions de suscitation de la participation nous montre que, loin d'être scientifique, cette action ressort bien davantage de considérations tactiques et politiques. Et même plus, on constate la plupart du temps que même les enquêtes et les informations de type scientifique n'entrent pas pour beaucoup dans la prise des décisions. En d'autres termes, comme dit plus haut, non seulement la science n'a rien à voir avec les décisions (la science ne prend d'ailleurs pas de décisions et ne pousse pas à en prendre) mais, qui plus est, les bases scientifiques sur lesquelles les décisions pourraient se fonder sont très souvent ignorées, écartées. En fait, que voyons-nous? Tout d'abord, que l'action des responsables — et c'est d'autant plus vrai au fur et à mesure que l'on monte dans leur hiérarchie — est la plupart du temps de type entièrement politique. Plus ils sont proches du pouvoir, plus ils passent leur temps à essayer de « vendre » leur idée de la participation, à la concilier (et donc à la compromettre politiquement) avec d'autres, à trouver des ressources toujours insuffisantes, et qui les conduiront à accentuer ou à infléchir leur action pour des raisons parfois totalement étrangères à cette action elle-même.

Par contre, si nous considérons l'action des responsables à un niveau moins élevé de la hiérarchie des institutions de participation, nous nous apercevons que leur action tendrait bien davantage à tenir compte des informations de type scientifique. Bien souvent, surtout aux niveaux intermédiaires de la hiérarchie, les respon-

sables démontrent un réel souci d'utiliser les informations objectives, de fonder leurs décisions sur des enquêtes et des observations impartiales. Le plus souvent, par contre, cette volonté se trouve bridée par les consignes reçues des échelons supérieurs, leur rôle se bornant alors à essayer de trouver les compromis les plus efficaces possibles entre les objectifs de leur travail et les déviations que les marchandages politiques leur font subir. Ainsi donc, nous nous trouvons très souvent devant la contradiction suivante : plus le pouvoir de décision d'un responsable est grand (celui qui se trouve au sommet de la hiérarchie), moins ses décisions tendent à se fonder sur des informations objectives (les sciences sociales sont d'ailleurs encore loin de pouvoir fournir des informations utilisables à ces niveaux plus élevés).

Au total, les différentes approches de la participation au développement n'ont rien à voir avec la science, même si elles essaient de fonder leurs décisions sur des informations et des considérations de type scientifique. Tout au contraire, elles relèvent de l'art d'œuvrer avec les hommes, de les influencer, de bien s'entendre avec eux, de les faire s'exprimer, de les manipuler. Elles appartiennent à la catégorie des « arts de société » dans le même sens où le XVIII^e siècle parlait de l'art de vivre en société. Ou bien, si le terme d'art peut choquer, elles sont des techniques politiques, dans le sens noble du terme, celui des Grecs quand ils parlaient du gouvernement de la Cité.

Dire que les approches participationnistes sont des arts ou des techniques dont les résultats dépendent fortement du talent, de la personnalité des animateurs et des responsables, ne constitue en rien un jugement péjoratif, tout au contraire! Nos sociétés n'ont-elles pas besoin qu'on leur rappelle les droits des individus, les rôles des citoyens et les devoirs de la société dans son ensemble à l'égard de certaines catégories d'entre eux? Je pense que de tels objectifs sont hautement estimables et l'on serait même en droit de s'étonner que les animateurs et responsables des approches participationnistes essayent de trouver d'autres légitimités à leur action. Une réponse à cette question nous sera précisément donnée par l'analyse de quelques-unes des fonctions des sciences dans ces approches participationnistes.

QUELQUES FONCTIONS DES SCIENCES SOCIALES DANS LES APPROCHES PARTICIPATIONNISTES

La fonction des sciences sociales dans les approches participationnistes n'a rien à voir avec les utilisations de concepts et de techniques; sur ce plan, nous aurons l'occasion d'indiquer certains problèmes par la suite. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les utilisations pour ainsi dire détournées, les rôles latents de la science sociale en matière de suscitation de la participation. La liste qui suit n'est d'ailleurs pas limitative.

La science sociale comme sécurisant

Dans ce premier rôle que l'on fait jouer à la science, ce n'est pas tellement la recherche qui est en cause mais ses opérations et, particulièrement, les enquêtes. Quel est le chercheur qui n'a jamais senti le sentiment de sécurité émanant d'une série de chiffres, du résultat d'un calcul de corrélation, d'un niveau satisfaisant de probabilité? Pouvoir baser ses assertions sur des chiffres, traduire une pensée hésitante et approximative dans le langage (ou tout au moins dans les signes) des mathématiques... tout cela n'a bien souvent pas d'autre effet que de nous rendre plus sûrs, quand ce n'est pas directement nous tromper nous-mêmes.

Nous trouvons ce même phénomène dans les approches participationnistes; il y est encore plus développé, et ce pour deux raisons : d'une part, du fait que ceux qui manipulent les chiffres n'ont en général pas une formation de chercheur (même s'ils sont de bons opérateurs et enquêteurs) et une habitude de la mise en doute systématique et, par conséquent, tendent à accorder encore plus de sens et de certitude aux chiffres; d'autre part, parce que trouver des justifications à une action est encore plus important et plus nécessaire que de vérifier une hypothèse sans conséquences pratiques : d'où le besoin plus fort de sécurité et de techniques et chiffres sécurisants. Le fait que les chiffres desquels émane la sécurité ne soient très souvent pas

fiables est un autre problème, que nous verrons plus bas à propos de ce que nos sciences sociales peuvent réellement offrir aux animateurs et responsables.

Ce besoin de sécurité chez les animateurs et responsables est extrêmement fort et nous explique en partie (car d'autres facteurs sont à considérer) la popularité des enquêtes, recensements, observations, sondages, etc. En fait, on a l'impression que ces opérations sont devenues des conditions indispensables de toute approche de participation. En outre, on observe que les formations données aux animateurs de ces approches consistent la plupart du temps à les familiariser avec ces opérations, tant et si bien que les instituts qui dispensent cette formation en viennent à être des sortes d'institutions de formation aux sondages, enquêtes, etc., des sortes de centres d'enquêtes.

A dessein, je n'emploie pas l'expression « centres de recherches » pour désigner de telles institutions, car — et c'est fondamental — ce qui est enseigné et pratiqué sont bien moins la formation et l'attitude à la recherche que des techniques d'enquêtes. Or, sans cette attitude de recherche, de telles opérations n'ont que peu de sens sur le plan scientifique (même si elles en ont un, et très grand, sur le plan de la pratique.)

On peut aller plus loin et se demander si la fonction sécurisante des opérations de recherche ne s'oppose pas à l'attitude de doute systématique et de remise en cause incessante, qui est l'attitude fondamentale du chercheur. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point à propos de la foi actuelle dans les vertus de la science, une croyance très répandue dans les institutions de participation, mais une croyance qui, elle aussi, semble devoir être en contradiction avec l'attitude du chercheur.

La sécurisation cherchée dans les opérations, dans les enquêtes n'est cependant pas une attitude voulue, délibérée : en d'autres termes, on ne cherche pas délibérément à trouver des chiffres pour se sentir plus sûr (même si le résultat est celui-là), et l'animateur et le responsable sont en général honnêtes; même s'ils sont abusés par les chiffres, ils s'illusionnent sans le vouloir. Il n'en va pas de même, toutefois, de l'utilisation délibérée de la science sociale comme paravent; c'est ce qu'il nous faut voir maintenant.

La science sociale comme paravent

Commençons par cette constatation bien connue : quand nos Parlements, ou n'importe quelle autre instance démocratique, se refusent à prendre une décision, ils nomment une commission destinée à étudier la question afin, prétendent-ils, de mieux cerner le problème. Une attitude de même type se retrouve dans les institutions de participation, où les enquêtes ont pour but de retarder les décisions. Les enquêtes, dit-on, permettront de mieux comprendre la question, et de mieux fonder l'action. En fait, elles permettent d'atermoyer, de donner satisfaction et bonne conscience à ceux qui estiment l'action prématurée ou y sont opposés; à l'inverse, vis-à-vis de ceux qui souhaiteraient une action rapide, la décision de procéder à des enquêtes ne permet guère d'être contestée tant est fort le prestige de la science : contester le retard dans l'action serait en effet contester l'utilité d'une action fondée sur des critères scientifiques.

Nous connaissons tous de telles situations où les enquêtes constituent, en dernière analyse, des prétextes à l'inaction. La science est alors le paravent d'intentions politiques précises. De ce point de vue, il n'est pas inutile de rappeler ce que Germani appelle l'effet de fusion, ou incorporation des nouvelles valeurs — dont précisément, dans notre cas, celles de la science — au système des normes traditionnelles. La science est ainsi accaparée, et sert le maintien du statu quo.

Nous pouvons donc observer que l'attitude à l'égard de la science sociale, même si elle est considérée seulement selon le biais des enquêtes, que cette attitude n'est pas claire. L'accaparement de la science, sa « récupération par le système » pour employer une terminologie que les contestataires de 1968 ont mise à la mode, montre qu'elle est considérée comme un moyen parmi d'autres de manipuler les hommes, de les influencer. Elle est donc encore un aspect de la politique. Une telle attitude est plutôt caractéristique des milieux liés à la société traditionnelle et à ses luttes politiques. Une autre attitude, pas plus claire d'ailleurs, est au contraire caractéristique des secteurs modernes de la société :

La science comme foi

Dans ce cas, la science remplace la religion et, comme elle, devient objet de dévotion. Elle possède ses textes sacrés (que l'on songe, par exemple, à la valeur biblique de certains textes marxistes), ses liturgies (dont les enquêtes), ses finalités propres (la science « au service de l'homme », par exemple). Une telle attitude me semble caractéristique des secteurs modernes des sociétés en voie de modernisation et elle est une manifestation de la sécularisation : la religion qui s'en va laisse la place à la science qui, comme elle, satisfait le besoin de religiosité au moment de la transition du traditionnel au moderne. En incidente, on peut se demander si le positivisme du siècle passé, né précisément au moment de la Révolution industrielle européenne, n'est pas à considérer comme un premier exemple de ce phénomène (ce serait, par exemple, le cas du Comtisme et du Saint-Simonisme, dans leurs tentatives de déification de la science).

Ce n'est qu'avec le temps que la science se dégage de ses textes sacrés, de ses liturgies et de ses finalités sociales, et même, par la suite, de l'idée qu'elle est au service de l'homme (2). Les sociétés latino-américaines me semblent précisément être dans cette phase de transition : leurs élites intellectuelles — et surtout les plus nouvelles provenant des classes moyennes et en réaction plus ou moins violente (signe de leur religiosité!) contre la religion traditionnelle — ces élites croient sincèrement que la science les aidera à mieux fonder leurs actions et en particulier celles de susciter la participation populaire.

Une telle attitude n'est d'ailleurs pas nuisible comme conception de la vie et de l'action, et il n'est pas du tout dans mon intention de la critiquer. Par contre, et c'est alors que la difficulté intervient, la confiance, et même la foi dans la science, sont reportées sur les enquêtes; et la confusion entre la science et ses opérations est d'autant plus grave que les opérateurs ou enquêteurs n'ont pas une formation suffisante leur permettant de saisir la place des enquêtes comme une des phases de le

(2) Voir par exemple, à ce sujet, la leçon inaugurale de Jacques MONOD au Collège de France.

démarche scientifique. Nous verrons plus bas que cette confiance dans les enquêtes et autres opérations de récoltes des données et d'analyse de l'information n'est pas justifiée, en particulier à cause du caractère très grossier des instruments de ces opérations.

A ce point, il convient aussi de dénoncer la croyance que la science est au service de l'homme et qu'elle assure sa promotion. Les découvertes, les résultats de la science sont neutres et peuvent être utilisés « pour le bien ou pour le mal » (selon l'expression consacrée). En d'autres termes, la science ne permettra pas au praticien de ne pas prendre les décisions lui-même, elle ne les prendra pas pour lui, et ne lui dira rien sur ce qu'il faut ou qu'il ne faut pas faire.

La science comme substitut du militantisme

Ce que nous venons de noter nous conduit directement à un autre rôle que l'on désire faire jouer à la science. Pas plus qu'elle ne donne d'indication sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire, la science ne donne de motivations pour l'action. En d'autres termes, pour ce qui est de la pratique de la suscitation de la participation, la science ne se substitue pas au militantisme, elle ne crée pas des militants.

Mais le rôle qu'on entend trop souvent lui faire jouer est celui de substitut à l'idéalisme militant. Et c'est même là, précisément, que réside la différence entre le militant et l'animateur, le premier étant mû par une force intérieure (il est *introduit*, selon l'expression de David Riesman), alors que l'animateur ne possède pas cette force, ce *drive*, et essaie d'y pallier par une formation. Alors que le militant se soucie peu de formation et trouve en lui-même suffisamment de force de conviction pour entraîner les autres, et cela souvent sans grande technicité ou avec une technicité faite d'astuces et de charisme naturel, l'animateur, au contraire, se trouve dépendant de ses techniques de suscitation de la participation, des enquêtes, de sa foi dans la science, toutes choses qui ne suffisent pas — c'est, hélas, une constatation que nous faisons quotidiennement — qui ne suffisent pas à faire de lui un leader.

A ce point, il est d'ailleurs intéressant de constater la contradiction d'une société comme celle du Venezuela, dont l'économie s'est jusqu'à présent entièrement développée de façon anarchique, où la science économique et sociale, et la recherche en ce domaine, n'ont joué qu'un rôle très secondaire, où le flair, l'esprit de lucre, le goût de l'initiative ont été les motivations essentielles et les critères de la réussite et du prestige, etc... que cette société désirerait que le développement du secteur marginal se fasse actuellement grâce au secours de cette science qu'elle a, et continue d'ignorer pour son propre développement. Dans la mesure où le rôle que l'on attribue maintenant à la science n'est pas un de ces paravents dont nous parlions plus haut, il faut constater qu'on lui assigne le rôle de donner aux animateurs de la participation une technicité qui puisse être comparable au flair et à l'esprit d'entreprise des entrepreneurs du secteur développé. En d'autres termes, la science devrait donner aux animateurs ce qui leur manque pour devenir des militants ou des hommes d'affaires (3).

RECHERCHE ET ANIMATION

Nous ne prétendons pas aborder ici le problème général des rapports entre la recherche et l'action, mais simplement signaler quelques faits à tenir en mémoire. Commençons par rappeler l'incompatibilité entre la recherche et l'enseignement, constatée également en ce qui concerne la recherche et la formation aux méthodes de la participation. Les deux activités relèvent en effet d'attitudes différentes : l'attitude de recherche et de doute systématique, et la rigueur qu'elle implique sont en effet contradictoires avec l'attitude davantage affirmative, positive, parfois normative de l'enseignant ; sans compter les problèmes liés au contact différent entre le chercheur et ses collaborateurs par rapport à la relation d'enseignement, aussi

égalitaire puisse-t-elle être. Certes, les esprits conciliateurs ne manquent jamais d'objecter qu'une union devrait être possible entre les deux activités, qu'elles concourent toutes deux à l'édification de la science, etc. Quelles que soient cependant ces bonnes intentions, la constatation de l'incompatibilité des deux activités est faite partout, et cela bien longtemps avant les résistances et les contestations étudiantes des années 1960. Le fait est particulièrement net en ce qui concerne la sociologie aux États-Unis, où les facilités données aussi bien à l'une qu'à l'autre devraient, semble-t-il, conduire à un rapprochement. C'est pourtant le contraire qui tend à se produire : les chercheurs essaient de se libérer de leurs tâches d'enseignement, ou les négligent, et les enseignants se trouvent peu à peu débordés par des cours et les consultations d'étudiants et abandonnent leurs recherches.

Cette constatation vaut encore davantage pour ce qui est de la liaison recherche-animation. Si les animateurs prétendent en même temps faire de la recherche (par exemple, accumuler des informations pour un futur travail de doctorat) ils deviennent très rapidement de mauvais animateurs, délaissent leurs activités de terrain ou les réalisent avec une optique d'observateur et non pas d'homme d'action : en d'autres termes, ils ne sont plus engagés. En outre, souvent coupés des institutions de recherche, et sans formation suffisante, ils ne font que de la recherche purement descriptive, racontent leurs expériences de terrain et n'arrivent que rarement à leur donner une signification autre que monographique ; même si — comme ces responsables du développement communautaire dont nous parlions plus haut — même s'ils essaient de « sophistiquer » leurs textes par l'adoption de vocabulaires compliqués. Quant aux chercheurs qui prétendent se livrer à des tâches d'animation, souvent durant des périodes d'ailleurs très brèves, tout se passe comme si cette activité avait pour rôle de leur offrir l'occasion de « faire de l'action », de réaliser un changement, d'ailleurs nécessaire et très compréhensible pour des individus dont la tâche est habituellement seulement d'observer. En ce sens l'animation joue pour eux le rôle que le « bain de foule » joue pour l'homme politique isolé dans sa puissance.

(3) J'ai essayé de montrer ailleurs (*Participation, animation et développement*, 8, Paris, Éditions Anthropos) la parenté psychologique entre le militant et l'entrepreneur ; voir également dans un ouvrage sous presse sur *La participation dans les associations* (Paris, Éditions Ouvrières).